



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N° 2017-09-21

COMITE SYNDICAL DU 12 SEPTEMBRE 2017

**ENGAGEMENT DE L'USTOM DANS UN PROCESSUS VISANT LA CREATION D'UNE SOCIETE
PUBLIQUE LOCALE POUR LE TRANSPORT, LE TRANSIT ET LE TRI DES DECHETS RECYCLABLES**

L'an deux mil dix-sept, le douze septembre à 18 heures 00, le Comité Syndical de l'USTOM du Castillonnais et du Réolais dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire de ses séances, après convocation légale, à la Salle polyvalente de MASSUGAS, sous la présidence de M. Sylvain MARTY.

Date de la convocation : 6 septembre 2017

Délégués en exercice : 118

Délégués présents : 61

Pouvoirs : 0

Le quorum étant atteint, le Comité Syndical peut valablement délibérer.

Présents :

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : JAUTARD Gilles, DUCASSE Jacky, MALIRAT Jean-Pierre, DOUX Alain, BEYRIE Yves, REMAUT Alain, COVOLAN Mario, PLAT Bernard, CHAMPAGNE Marie-Claude, LABARBE Marie, LALAGUE Joëlle, ARTERO Hervé, ARMELLIN Robert, BOUILLAC Gilles, NICOLLE Daniel, / **Communauté de communes du Grand St Emilionnais :** AROLDI Jacques, DUBOUDIN Dominique, DUVAL pierre, LAURET Bernard / **Communauté de communes rurales de l'entre deux mers :** BENEY Régis, MARNIESSE Denis, HATRON Valérie, MACIAS Chantal, YON François, GASNAULT Jean-Pierre, MOTHES Christophe, BOTTEGA Joseph, CHARENTON Michel, DUBOS Jean-Claude, BLANCHEREAU Claude, LABORDE Thierry / **Communauté de communes de Montaigne Montravel :** TONNEAUT Philippe, MARTY Sylvain, LAGORCE Josette, LEGOUTIERES Alain, REY Jean-Louis, LAPERROUSAZ Patrick, GALLOT Christian / **Communauté de communes de Castillon Pujols :** TRAVANUT Jean-Paul, DUCOUSSO Jean-Claude, DUVIGNEAU LOBRE Didier, BOURDIER Christian, BLANC Bernard, ZAMPARO Isabelle, DELGUEL Jean-Claude, DUDON Bernard, REBILLOUT Christian, MARTEL Christine, LEPETIT Nathalie, NEUVILLE Alain, VIANDON Frédéric, GRANEREAU Patrick, / **Communauté de communes du Pays Foyen :** LAVOIR Denis, LACHAIZE Yolande, POUPIN Annie, LA SALMONIE Jacques, SERVANT Jacques, BLONDY Pascal, VACHER Jean-Claude, VALADE Jean-Luc, REGNER Jean

Absents :

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : BARBE Isabelle, DE RONNE Orande, LABADIE Christophe, TRENTIN Jean-Claude, DESPUJOL Michel, BOURGOGNE Véronique, DEHEAULME Isabelle, ESPAGNET Didier, VILETTE Roger, MALANDIT Christian, CARNELOS Christophe, CASTAGNET Bernard / **Communauté de communes du Grand St Emilionnais :** BIGOT Patrick, GUIMBERTEAU Yannick / **Communauté de communes rurale de l'entre deux mers :** FOUILHAC Christiane, MIGAUD François, LANGEL Christophe, RAYNE Yves, MORAT Damien, PRA Jean-Marc, ACENA Xavier, VIAUD Jean-Marie, DUPRAT Jean-Luc, GOMEZ Natacha, REBILLOU Bernard, SALAGNAC Pascal, PEYRE Francis, LIOTEAU Mady, SAUTS Laurent, AUBERT Daniel, BOUSCARY Emile, LEBRUN Gérard, BRIS Daniel / **Communauté de communes de Castillon Pujols :** GEROMIN Michel, PAULETTO Patrice, DUVERGE Bernard, ZECCHINI Alphonse, LAVIGNAC Marie-Claude, POIVERT Liliane, GAUTHIER Pierre, THIBEAU Daniel, DUMARTIN William, MATHIEU Jean-Jacques, CESAR Gérard, / **Communauté de commune du Pays Foyen :** BOULEAU Jacques, BELLECULEE David, DARRIEUTORT Serge, MEYNAUD Éric, BASSET Jean-Michel, REBEYROLLE Jean-Jacques, BOURDIL Jean-Michel, CAMBECEDES Jacques, COQUET Didier, HOSPITAL Patrick, NAUDON Jean-Pierre, LETELLIER Maurice / **Communauté de communes de Montaigne Montravel :** LACOSTE Robert



ENGAGEMENT DE L'USTOM DANS UN PROCESSUS VISANT LA CREATION D'UNE SOCIETE PUBLIQUE LOCALE POUR LE TRANSPORT, LE TRANSIT ET LE TRI DES DECHETS RECYCLABLES

Le Comité Syndical du Castillonnais et du Réolais, sur rapport de Monsieur le Président,

Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1531-1 qui prévoit que les collectivités territoriales et leurs groupement peuvent créer, dans le cadre des compétences qui leur sont attribuées par la loi, des sociétés publiques locales dont il détiennent la totalité du capital.

Considérant que le territoire de la Gironde compte 15 Etablissements Publics en charge de la collecte sélective.

Considérant qu'une étude de réorganisation du tri en Gironde a permis, sous l'égide de l'ADEME, de tirer des enseignements technico-économiques, de comparer plusieurs scénarii d'organisation selon le niveau de mutualisation, et d'étudier le montage juridique le plus pertinent pour mettre en œuvre une coopération entre établissements publics.

Considérant que 10 Etablissements Publics ont déclaré leur intérêt pour une mutualisation qui intègre le transport, le transit, le tri et le négoce. Ce regroupement permettrait de constituer un périmètre de coopération de 600 000 habitants pour environ 40 000 tonnes d'emballages et papiers à traiter à terme.

Considérant que le montant prévisionnel total d'investissement s'élève à 20 M€HT hors centres de transfert et que le coût de tri après extension des consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques serait compris entre 199 à 208 €/t en intégrant toutes les charges de transport, transfert et frais de fonctionnement de la structure.

Considérant que l'ensemble des études techniques et juridiques qui seront nécessaires à la création de la SPL et à la réalisation du centre de tri se mènera en coopération entre les 10 Etablissements Publics et que cette nouvelle structure soit en charge :

- De la construction d'un nouveau centre de tri par extension et modernisation du centre de tri du SMICVAL à St Denis de Pile
- De l'exploitation, de l'entretien et de la maintenance de ce centre de tri
- Du transport des emballages et papiers depuis les centres de transfert des 10 EPCI jusqu'au nouveau centre de tri
- De la revente des matériaux

Après en avoir délibéré,
Le Comité Syndical à la l'unanimité,

- DECIDE d'engager l'USTOM dans un processus visant à la création d'une SPL pour le transfert, le transport, le tri et le négoce des déchets recyclables
- DESIGNER un membre titulaire, Monsieur Sylvain MARTY, et un suppléant, Monsieur Thierry LABORDE pour participer au comité de pilotage visant la création de la SPL et le suivi de l'ensemble des études techniques et juridiques.
- AUTORISE le SMICVAL à lancer et financer les études complémentaires (étude d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création d'une SPL, et étude technique pour l'agrandissement et la modernisation du centre de tri du SMICVAL situé à St Denis de Pile). Une fois la SPL créée, le coût de ces études complémentaires, estimé au total à 50 000 € HT pour les 2 études, sera remboursé au SMICVAL par la SPL.



Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.

Certifiée exécutoire par réception
Sous-Préfecture le :

Par publication ou notification le :

Le Président,

Sylvain MARTY

2016/56



Envoyé en préfecture le 27/09/2017

Reçu en préfecture le 27/09/2017

Affiché le

SLO

ID : 033-253303499-20170912-20170921-DE